

Trinquer avec son ennemi

2000-11-30

David Brooks and Jamie Linton

[La version anglaise de ce commentaire a été publiée dans l'édition du journal [*The Globe and Mail*](#), le 19 juillet 2000, avant que les négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens ne cessent complètement.]

Si la volonté politique de faire la paix existe, l'eau ne sera pas une entrave. Si vous cherchez des raisons de vous battre, l'eau vous en donnera amplement l'occasion. [Uri Shamir, hydrologue israélien]

À l'heure où Israéliens et Palestiniens tentent toujours de négocier le statut définitif des territoires, la question de l'eau occupe une place prépondérante. Tandis que les négociateurs israéliens et syriens manoeuvrent habilement pour trouver un espace de négociation, les eaux du Golan et de la mer de Galilée sont revendiquées de part et d'autre. Malgré l'importance cruciale que revêtent ces enjeux, le risque que le litige dégénère en conflit régional est faible.

La coopération l'emporte

La notion de coopération dans le domaine des ressources en eau ne sera-t-elle pas interprétée par le lecteur comme un contresens ? N'avons-nous pas tous entendu dire que *l'eau sera le mobile des guerres du XXI^e siècle* comme le déclarait il y a quelques années Ismail Serageldin, vice-président de la Banque mondiale. Ou encore que l'eau était la seule raison susceptible d'amener la Jordanie à faire la guerre à Israël, selon le propos attribué au roi Hussein décédé depuis peu.

Il n'est nullement prouvé que le contentieux de l'eau ait déjà conduit ou conduira à un conflit international. (Et personne n'est en mesure d'attester les déclarations du roi Hussein cités plus haut). Bien que certains aient prétendu que la guerre arabo-israélienne a été, en partie, motivée par le désir de s'approprier les ressources en eau, les faits attestent que l'eau n'a été un facteur de planification stratégique ni d'un côté ni de l'autre durant les hostilités de 1948, 1967, 1978 ou 1982.

Les problèmes liés à l'eau

Si les guerres motivées par la volonté de s'accaparer l'eau sont improbables, cela signifie-t-il qu'il n'y a aucune raison de craindre l'éventualité d'un tel conflit ? Nullement. L'utilisation de l'eau dans le monde a sextuplé au cours du XX^e siècle et augmente deux fois plus vite que la population. Les problèmes associés à la rareté de l'eau et au contrôle des ressources hydriques sont on ne peut plus communs. Toutefois, un litige est plus probable à l'intérieur des frontières d'un pays — comme lorsque les habitants des villes soucieux d'avoir de l'eau potable en abondance entrent en compétition avec les agriculteurs préoccupés par l'irrigation de leurs champs — qu'entre des États. La violence qui a éclaté plus tôt cette année à Cochabamba, en Bolivie, à l'annonce de l'augmentation du tarif de l'eau fournie par les services municipaux illustre la nature des conflits auxquels nous pouvons nous attendre (voir le journal *The Globe and Mail*, 9 et 18 mai).

L'expérience montre qu'il est plus probable que la présence de l'eau le long d'une frontière internationale soit un catalyseur de coopération plutôt que de conflit entre des pays qui dépendent de cette ressource. Les chercheurs de l'université de l'Oregon ont constitué une base de données des conflits transfrontaliers sur l'eau douce (*Transboundary Freshwater Dispute Database*). En examinant les cas considérés comme conflictuels sur le plan international, ils sont parvenus à une conclusion étonnante : au lieu de s'affronter, les pays qui partagent des ressources en eau ont tendance à dialoguer et à entamer des négociations conduisant à la signature de traités favorables à une gestion concertée de l'eau.

Le Jourdain

Le fleuve Jourdain longe une grande portion de la frontière entre Israël et la Jordanie et constitue un des cours d'eau les plus chaudement disputés du monde. Tout en étant toujours officiellement en guerre, les deux pays n'ont jamais rompu les liens informels sur la gestion du fleuve. En conséquence, lors de la signature du Traité de paix Jordanie-Israël de 1994, il a été possible d'inclure une annexe très élaborée destinée à *parvenir à un règlement global et durable de tous les problèmes concernant l'eau entre [Israël et la Jordanie]*.

Ce qui s'est avéré pour les eaux de surface longeant la frontière internationale semble valoir également pour les réservoirs frontaliers d'eau souterraine. Avant la signature de leur accord historique de 1993, les autorités et les experts israéliens et palestiniens ont entamé des discussions en vue de la gestion conjointe de l'aquifère des hauteurs de la Judée, une nappe d'eau extrêmement importante située sous le sol d'Israël et de Cisjordanie. Le succès de ces discussions a contribué à créer une climat favorable au processus de paix dans son ensemble.

Collaboration indo-pakistanaise

Les exemples de collaboration dans le domaine de l'eau ne se limitent pas au Moyen-Orient. Malgré trois guerres et d'innombrables échauffourées depuis 1948, l'Inde et le Pakistan ont réussi à négocier et à mettre à exécution un traité complexe sur le partage des eaux du réseau hydrographique de l'Indus. Durant les périodes d'hostilité, aucune des parties n'a visé les installations hydriques de l'autre ni tenté de remettre en question les termes de l'accord sur la gestion de l'eau.

En Afrique, où onze pays partagent le bassin du Nil, la coopération prend le pas sur la confrontation. *L'histoire grève peut-être de tout son poids le limon de la vallée du Nil, mais l'homme aura toujours besoin d'eau et sera amené, au bout du compte, à boire avec ses ennemis*, comme l'écrit l'historien Robert Collins. Plus près de nous, la Commission mixte internationale qui administre les eaux frontalières du Canada et des États-Unis représente un modèle imité par d'autres pays.

Des accrochages de peu d'importance

Environ 40 % de la population mondiale réside autour de 264 bassins fluviaux partagés par plus d'un pays. En d'autres termes, près de la moitié de la surface émergée du globe comporte des bassins hydriques internationaux. Pourtant, seulement sept escarmouches de peu d'importance ont été enregistrées dans un passé récent, mais elles comportaient d'autres facteurs litigieux. Entre-temps, des centaines de traités internationaux en matière de gestion de l'eau ont fait l'objet de négociations : près de 150 au cours du 19^e siècle seulement.

Il ne fait aucun doute que l'humanité va au-devant d'une crise mondiale de l'eau. Une demande accrue d'eau potable et une demande toujours croissante pour fins d'irrigation placent d'énormes pressions sur les ressources disponibles. Au même moment, l'augmentation de la pollution réduit l'utilité de l'eau disponible. On ne dénoncera jamais assez la menace que ces conditions font peser sur les pauvres et l'environnement. Il faut malgré tout envisager le rôle de l'eau dans une perspective de coopération plutôt que de conflit, en particulier dans le cadre des relations internationales.

Comme le suggère les propos cités en exergue, ceux qui sont enclins à la guerre trouveront dans l'eau prétexte au combat. Mais sa plus grande valeur réside peut-être dans sa capacité à susciter un dialogue véritable entre les pays.

Les auteurs :

David B. Brooks, PhD, est conseiller principal à la Direction générale des programmes et des partenariats du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) à Ottawa. Il est coauteur de l'ouvrage intitulé <U>Watershed -The Role of Fresh Water in the Israeli-Palestinian Conflict</U>, publié par les Éditions du CRDI.

Jamie Linton est un auteur indépendant spécialisé dans les questions de l'eau. Son ouvrage <U>Beneath the Surface: The State of Water in Canada</U> a été publié par la Fédération canadienne de la faune en 1997.

[Poser les jalons de la cogestion de l'aquifère de montagne israélo-palestinien](#), par John Eberlee

[Watershed: The Role of Fresh Water in the Israeli-Palestinian Conflict](#), par Stephen C. Lonergan et David B. Brooks (en anglais)